

## ALFRED SAUVY

### Perspectives prochaines et à plus long terme en Europe et dans le monde

---

Plonger dans le futur est toujours un grand risque: Peu d'hommes politiques se hasardent à ce jeu dangereux, car il y a toujours, ensuite, des hommes cruels, pour leur rappeler leurs prévisions antérieures.

Si je le fais cependant, c'est par une habitude déjà ancienne, je n'ose pas dire une prédisposition; et, surtout, parce que je ne risque pas grand chose. Personne, en l'an 2100, ni même en l'an 2000, n'ira me rappeler d'un ton sarcastique, les faits que je vais annoncer, s'ils ne m'ont pas obéi.

Les perspectives lointaines sont d'ailleurs plus faciles à établir que les prochaines, non seulement à cause de cette différence de risques, mais parce qu'elles sont paradoxalement plus faciles, nous le verrons.

Il serait toutefois puéril de décrire d'abord 2050, pour en revenir ensuite à 1983 ou 1984. Je me jette donc à l'eau, avec toutes les précautions d'usage, dans le court terme. Or, à court terme, c'est surtout d'économie qu'il est question, parce que l'économie rejaillit facilement sur le politique.

En prévision économique pure, nous avons fait de grands progrès, depuis un 1/2 siècle, du moins en méthodes et en appareils. Seulement les résultats sont beaucoup moins heureux.

Je n'en veux pour preuve que l'exemple, tout récent, de la reprise économique aux Etats Unis: Non seulement elle n'a pas été annoncée par les augures, bien pourvus en équations et en ordinateurs, mais elle

n'a été constatée qu'avec retard. Il y a 2 siècles, Turgot parlait déjà de la "prévision du présent". Nous n'en sommes pas encore. Malgré l'arsenal de modèles, d'ordinateurs, d'équations et en dépit de la pléiade de chercheurs de haute qualité, cette reprise, qui a commencé en novembre 1982, n'a été constatée qu'en février.

Prenons une autre voie, les économies occidentales, en Europe notamment, sont chargées de *rigidités*, de masses inertes, parfois d'une façon heureuse parfois su un mode plus regrettable. Quel qu'il soit leur ensemble nous interdit les grands progrès qui son en sorte dans non possibilités techniques.

Toute politique économique a deux aspects bien différents: Il faut gouverner les *hommes* et les *choses*, or les deux sont en désaccord perpétuel. Qui a raison? Ce sont les choses évidemment. Elles sont ce qu'elles sont. Et si nous voulons les changer, il faut tenir compte de leur propres possibilités. On ne commande à la nature, dit le proverbe, qu'en lui obéissant. Lorsque l'homme a fait la conquête du cheval, il s'est plié à ses conditions physiologiques et morphologiques. En économie nous n'en sommes pas encore là: les hommes, le peuple, si vous voulez, formulent des demandes aux chefs, aux gouvernements; ceux-ci commandent à leur tour aux choses mais celles-ci refusent, ce qui conduit les hommes, le peuple, à choisir... d'autres gouvernants.

Plus question en tout cas d'une reprise foudroyante comme celle déclenchée par Paul Reynaud en 1938-1939, plus question, comme en 1950, de "*miracle allemand*"; le nom même de cette expression est oublié, ainsi que les autres élans de prospérité, appelés, eux aussi, "*miracles*".

En tous pays deux forces sont opposées:

— D'un côté le progrès technique et la découverte scientifique. Inlassables, ces deux auxiliaires ouvrent de concert, capricieux dans le détail, mais donnent une moyenne à peu près constante et surtout des possibilités considérables, de moins en moins bien exploitées.

— *En face* ce sont précisément les *rigidités* sociales, les désirs contradictoires, des hommes, les inerties, les résistances.

De ce fait, le rendement de notre énorme machine au sens mécanique du mot est très faible, du fait de sa complexité. Je prends un exemple:

La *poulie*, machine simple, a un *rendement* très élevé, 9/10 environ, mais une *puissance* très faible.

Le *moteur à explosion*, au contraire, a un *rendement* faible, environ 25%, mais une puissance très supérieure. Et, bien entendu, nous

préférons le moteur à la poulie. Et de même, notre société très complexe est *puissante*, mais nous ne parvenons à utiliser qu'une *faible partie* de sa puissance.

Ainsi, les mouvements d'une année sur l'autre n'ont plus la même ampleur qu'autrefois. Un progrès de 5% par an sur le PIB serait considéré aujourd'hui comme une grande victoire. Tout ceci nous conduit à mettre le nez à la fenêtre, à regarder un peu au dehors, pour juger les changements qui viennent ou peuvent venir de l'extérieur. C'est à eux que nous devons, nos principales variations. Si nous étions en vase clos, nous serions plus assurés de notre destin plus éclairés sur la route à suivre.

Or, les dehors n'est pas très rassurant, pour l'Europe. Longtemps maîtresse du monde, elle n'a pas encore bien compris qu'elle ne possède plus le monopole d'autrefois, ce monopole qui lui permettait d'aller chercher les matières premières. Là où elles étaient, en un point quelconque du globe, puis à exporter des produits fabriqués, à des prix permettant de vaincre les concurrences artisanales.

Nous connaissons déjà bien les progrès du Japon, mais beaucoup moins ceux d'autres pays. Dans quelques années, si elle poursuit le rythme de 9% par an, la Corée aura rejoint l'Europe. S'il n'y avait que la Corée, et même Formose, Hong Kong et Singapour, nous pourrions leur faire une petite place, comme les voyageurs de 1<sup>ère</sup> classe à un nouvel arrivant dans leur wagon; mais il s'agit de bien autre chose: il faut tenir compte de l'Inde, du Mexique, du Brésil, pour ne parler que des plus grands. Le Brésil fabrique déjà des voitures, des avions et des hélicoptères, grâce à ses salaires très bas et il les vend en Amérique latine prenant la place des exportateurs européens.

Il a été annoncé qu'à l'arrivée du si attendu l'an 2000, le Tiers Monde, je veux dire l'ensemble des pays peu développés, produira le 1/4 de la production industrielle du monde. Ce chiffre déjà ancien paraît maintenant au-dessous de la réalité. L'industrie automobile se mondialise, si j'ose dire, se répand un peu partout, si bien que l'Europe, privée de matières premières et d'énergie, doit chercher son salut dans des techniques supérieures. Les résultats de ce côté sont appréciables mais encore insuffisant.

Ainsi, déjà sur le plan économique, l'Europe est sur la *défensive*, perdue qu'elle est, non plus certes dans ses guerres intérieures, mais dans ses querelles mesquines et mal conduites de répartition, figée aussi par les nombreuses rigidités qui, chose en apparence paradoxale, se concilient bien avec le laxisme, le relâchement dont la criminalité et les toxiques ne sont qu'un des aspects. Les Américains des Etats-Unis ont au moins le mérite de reconnaître l'existence de ces maux; il faudra bien

que l'Europe réagisse un de ces jours, peut-être avec une certaine violence.

Autour d'elle, cet immense monde, que j'ai eu tort, il y a 20 ans de baptiser le Tiers Monde puisqu'il est si divers, compose même de pays allant dans des sens opposés et devenant pour l'Europe les uns des concurrents les autres des assistés.

Car le grand fait nouveau créé par la seconde guerre est la naissance de la conscience mondiale, faite à la fois de peurs, de sympathie, de remords. Viellis nous allons voir, les Européens voudraient avoir la vie douce confortable mais l'Europe est une place assiégée.

Assurée de progrès économiques très lents ou même insignifiants, accablée par un mal cruel, le chômage, qu'elle n'essaie même pas d'étudier sérieusement, l'Europe vit au jour, perdue par des querelles intérieures à chaque pays.

#### L'EXPANSION RAPIDE RESTE-T-ELLE POSSIBLE?

Au moment de ce qu'on peut appeler l'aventure du pétrole, c'est-à-dire en 1973, l'Europe bénéficiait encore de progrès importants 3 à 5% par an, alors que, pendant l'ensemble du XIXe siècle, le rythme de progrès du PIB par habitant n'a guère dépassé 1 1/2 à 2% par an. Le quadruplement du prix du pétrole brusquement cessé ce rythme. Maintenant que le pétrole baisse à nouveau, il est permis de se demander s'il ne serait pas possible de retrouver le rythme antérieur.

Je regrette de devoir conclure par la négative: la situation de 1983 n'est pas comparable à celle de 1973 et les rigidités déjà évoquées plus haut, doivent à nouveau être signalées. Il faudrait même parler de freins. Toute expansion est, au départ douloureuse, déchirante. Nous voudrions voir progresser tout l'ensemble, sans perturbations, mais un tel progrès dans la stabilité de structure, n'a jamais existé et est moins vraisemblable que jamais.

#### LE ROLE DES SYNDICATS

Je dois ici m'exprimer très franchement, au risque de violer ce que j'appelle des sanctuaires, des secteurs tabous, dont il n'est pas possible de parler, parmi eux se trouve le *syndicalisme*.

Longtemps refusé par le patronat, il n'a vu le jour que dans les difficultés et n'a pu affirmer que peu à peu son rôle bienfaisant. J'emploie volontiers le mot *bienfaisant*. Le suffrage politique universel a été en effet, pendant longtemps, impuissant à exprimer vraiment les aspira-



tions populaires. La contrepartie au pouvoir patronal s'est exercée, avant tout pour modifier la répartition de la valeur ajoutée entre l'entreprise et les salariés. Chose curieuse, le résultat de cette action n'a pas été celui qui était attendu: Chaque fois que les ouvriers ont obtenu une augmentation de salaire, le chef d'entreprise s'est efforcé de récupérer son profit, par une meilleure organisation et y est parvenu, ce qui a maintenu et entretenu l'expansion.

Voici donc l'effet d'une loi bien générale et qui peut même se retrouver en biologie; aucun effort n'est fait dans la facilité, seule la difficulté est créatrice; l'Histoire abonde en exemples et cependant je ne conseille pas à un candidat à la députation, de vanter ces principes dans une réunion électorale.

Quoi qu'il en soit, ainsi aiguillonnés, les entreprises ont du chercher des solutions de progrès. Rien n'est plus dangereux, pour ce progrès, que la satisfaction; c'est parce que l'habitant de l'Inde est traditionnellement résigné, satisfait de son sort, qu'il est resté si longtemps, dans un état très rudimentaire; c'est parce que l'Européen est un mécontent, qu'il a cherché mieux et qu'il a trouvé.

Le syndicat a finalement obtenu des résultats bien différents de ses objectifs:

— *Il visait une amélioration de la répartition* sans se soucier de la production.

— *Il a obtenu un accroissement de la production*, sans changement important de la répartition; n'oublions pas que la sécurité sociale a été largement réalisée sans lui ou du moins à ses débuts.

Aujourd'hui la pression syndicale sur le chef d'entreprise n'a plus la même nécessité, car elle a été largement relayée par la pression fiscale et sociale. E d'autre part, le syndicat a, en de nombreux pays, largement débordé son rôle traditionnel, intervenant dans la politique générale.

La conclusion curieuse est qu'une organisation dispose d'un important pouvoir sans être reconnue par la Constitution, ou, du moins, sans que ses pouvoirs soient reconnus, donc délimités par la Constitution. Personne ne prétend certes que le syndicat est au-dessus des lois, ni au-dessus du Parlement, mais, en pratique, il en est bien ainsi: dans bien des cas, le pouvoir exécutif, le pouvoir législatif et même le pouvoir judiciaire sont impuissants. Par exemple, la séquestration d'un directeur, délit prévu par le code criminel est fréquent et n'est pas jugée. Lorsque le tribunal rend une sentence, elle n'est pas appliquée. De plus sur le plan économique et administratif, l'action syndicale si longtemps mo-

trice, est maintenant un frein que redoutent tous les hommes au pouvoir. Nous subissons ici le contrecoup des exactions du XIX<sup>e</sup> siècle, notre père. Si nous cessions d'éprouver à son égard le complexe d'Oedipe, le voie serait plus libre. Les syndicats sont nécessaires, ils méritent considération et encouragement, mais ils devront aider à favoriser la production de richesses.

### L'EMPLOI ET LES BESOINS

Dans tous les pays capitalistes et aussi en Yougoslavie, les hommes d'Etat, les plus remarquables, de tous partis, de toutes doctrines, assistés des meilleurs techniciens, s'efforcent depuis 10 ans, et parfois bien davantage, en utilisant les moyens les plus divers, de combattre un fléau unanimement condamné. *En vain.*

S'il s'agissait d'un cataclysme naturel, il serait permis de parler d'une force supérieure, au-dessus des moyens humains, mais il s'agit d'un mal social, donc créé, entretenu par nous-mêmes.

Loin de voir, comme en d'autres domaines, la lumière se répandre, venant des milieux les plus éclairés, vers l'ensemble de la population, ce sont, au contraire, les préjugés, les illusions, le contresens, bien excusables, de l'opinion, qui remontent vers le haut, par une sorte de capillarité.

Laissons même l'illusion assez explicable, mais non fondée d'un excédent du nombre d'hommes. Ce sont les pays les moins peuplés, Etats-Unis, Canada, etc. qui ont le plus de chômeurs. Le travail à faire pour satisfaire les besoins des hommes est considérable, presque illimité.

Plus robustes encore, les illusions contre la machine, accusée de réduire le nombre des emplois; cette fois, l'accusé, c'est l'informatique, le robot.

Sans même demander leur avis aux Japonais, consultons les faits les plus simples: en tous pays industriels, il y a bien plus d'emplois qu'avant la machine, il y a deux siècles.

Mais nous sommes trompés, abusés, par une comptabilité en argent et en hommes. De ce fait, les meilleurs économistes ignorent ce qu'est un *circuit de travail* et un *court circuit de travail*.

Lorsque il y a 3 ans, j'ai abordé les relations entre la machine et l'emploi, j'ai cherché, en tremblant un peu, à consulter les ouvrages les plus récents. J'ai appris que l'ouvrage le plus récent, celui de Hicks, remontait à un demi-siècle, et j'ai pu constater son insignifiance. *Le sujet est maudit.*

Tous les discours sont orientés en faveur de l'emploi. comme ceux du pasteur du président Coolidge l'étaient contre le péché, *mais tous les actes, toutes les mesures sont orientées, le plus ingénument du monde, en faveur du chômage.*

Tous ceux, fort nombreux, qui, du chef du gouvernement au plus humble employé, travaillent en faveur de "l'emploi" se préoccupent de trouver des emplois à ceux qui en cherchent. La plupart de ces dévoués ne peuvent guère faire autre chose: "Que savez-vous faire, Monsieur, Madame? Que voulez-vous faire? Je vais chercher à vous caser". Chacun d'eux a raison mais le contresens d'ensemble n'en est pas moins étendu. Le travail, à l'échelle nationale, ne doit avoir qu'un objectif: satisfaire les besoins.

Les besoins de consommation et d'investissements existent, il suffit de jurer sur les revendications et sur les privations subies.

Tout ce qui manque aux ménages, aux entreprises, aux services publics est une source possible d'emploi véritable, créateur, durable. Ces besoins doivent être évalués en *nature*, c'est-à-dire en produits et services et convertis ensuite, par voie matricielle, en heures de travail de diverses professions, donc en emplois véritables, utiles se payant eux-mêmes. *Ce n'est pas là le meilleur moyen d'atteindre le plein emploi, c'est le seul.*

#### LES MATIERES PREMIERES

Laissons ce mal, qui a si peu de chance d'être étudié correctement, pur un souci différent: Si l'Europe retrouvait, ce qui est très peu probable, le chemin d'une expansion assez rapide, à 4 ou 5% par an, il pourrait se poser la question des matières premières disponibles sur la planète. Il y a dix ans, le monde avait tremblé à l'idée de leur disparition proche; c'était l'époque où, sous l'égide du Club de Rome, les médias dénonçaient, tous les matins, à l'opinion terrorisée, une nouvelle façon de mourir pour le monde. Nous sommes passés maintenant de l'extrême inquiétude à la placidité excessive. La question mérite examen.

L'enquête menée par W. Leontief, il y a trois ans, pour les Nations Unies, a montré que les ressources déjà connues sur le globe assuraient notre vie jusqu'en l'an 2000. Mais, compte tenu des progrès attendus de la consommation, du gaspillage important et de la progression démographique, nous aurions grand tort de tenir le problème pour résolu.

Si les Européens étaient sages, ils chercheraient une vie nouvelle et songeraient, dès maintenant, à consommer *moins de nature* et à satisfaire d'une autre façon leurs besoins, en particulier par des services ré-

ciproques, lesquels sont illimités.

Malheureusement, les économistes européens semblent avoir perdu leur indépendance, si bien que l'oracle n'est accueilli que s'il vient du monde anglo-saxon. Respectons, certes, ses grands maîtres, mais n'oublions, pour autant, ni leurs échecs retentissants, ni la force latente qui existe en Europe et pourrait se manifester par des liaisons plus étroites, entre les économistes des divers pays. C'est une occasion pour moi de remercier l'Université de Barcelone, qui m'accueille aujourd'hui encore et de m'exuser de ne pouvoir m'exprimer dans la belle langue catalane que m'a bercé dans mon enfance, non plus que dans celle de Cervantès ou de García Lorca.

Parvenu au point où j'en suis il m'est difficile de laisser plus longtemps de côté le facteur le plus lent, mais le plus lourd, la population.

#### PERSPECTIVES DÉMOGRAPHIQUES

Il peut sembler peu sérieux de prévoir, dans 120 ans, le nombre des hommes, alors qu'on ne le connaît pas bien aujourd'hui et cependant, tout est question d'échelle: sur quelle durée peut-on lancer des prévisions raisonnables? Sur quelques minutes, à la Bourse ou sur l'hippodrome, sur un an, à la Direction du budget, sur cinq ans, au Commissariat au Plan? Quant aux démographes, ils vont, de génération en génération, prennent sa durée pour unité, avec, pour précieux auxiliaire, l'inertie des habitudes. Utilisant ce pouvoir, M. Léon Tabah, lointain successeur de John Durand aux N.U., n'a pas hésité à reculer encore davantage l'horizon classique d'une ou deux générations. Voici le chemin suivi:

"Nous nous proposons non tel ou tel horizon a priori, mais de voir combien de temps il faudra pour que la population de toutes les régions du monde parvienne à l'état stationnaire. Nous en déduirons quel sera alors le nombre des hommes sur la planète".

Si étonnant que cela soit, il n'a guère eu besoin que d'une hypothèse:

A quelle époque, telle ou telle région (l'Afrique par exemple) sera-t-elle parvenue au stade des deux enfants par famille?

"Si je me fixe cette date, s'est dit M. Tabah, le reste est à peu près écrit. Comme d'habitude cependant, pour bien assurer mes flancs, j'entoure l'hypothèse centrale de deux variantes, l'une "optimiste" l'autre "pessimiste", le sens de ces deux termes étant laissé à votre appréciation".

Il y a donc, pour chaque région, supposée homogène, deux étapes, deux périodes:

1. La marche vers le stade de la famille de deux enfants.

2. La progression résiduelle. En effet, au moment où le ménage moyen n'a que deux enfants, la population ne sera pas encore stationnaire: par un phénomène de "lenteur acquise", il faudra attendre que les générations du bas, plus nombreuse soient arrivées aux grands âges. Pendant un demi siècle au moins, la progression va donc se poursuivre, en même temps que le vieillissement s'accroît.

J'ai prononcé un mot terrible, le *vieillissement*. C'est le phénomène le plus important des temps modernes, en même temps que le moins connu, non seulement de l'ensemble de l'opinion mais de sa partie la plus éclairée. Bien entendu, ce phénomène concerne avant tout la population européenne, puisque elle est déjà âgée et qu'en laissant pour le moment, les migrations de côté, ce vieillissement va encore s'accroître.

Les conséquences d'une telle évolution sont doubles: matérielles et morales; déjà les *matérielles*, bien visibles, notamment pour la question des retraites, sont étrangement négligées; les promesses faites, en matières de retraites, en divers pays ne pourraient être tenues que dans l'hypothèse d'une progression économique rapide dont la probabilité diminue de jour en jour. Devant ces difficultés, l'équilibre financier de la Sécurité Sociale ne pourra être réalisé qu'au détriment des jeunes, en réduisant leur nombre ce qui accentuera encore le vieillissement.

Les conséquences morales du vieillissement sont moins connues encore, même des spécialistes et cependant, les exemples historiques abondent; je ne peux m'étendre ici sur le cas de la Grèce et de Rome, dont les historiens commencent à comprendre enfin les raisons profondes de la décadence. Je dois également citer une évolution peu connue celle de Venise. Les recherches de M. Beltrami ont montré que le vieillissement démographique, dument mesuré par la proportion des sexagénaires, a précédé et commandé la décadence économique et politique de cette république sublime.

Il n'y a aucune exception dans l'Histoire; chaque fois qu'une population a été touchée par le vieillissement, sans réagir contre lui, par un appel à la jeunesse, la fin a été dramatique.

A tout le moins, la question mérite-t-elle d'être étudiée, commentée. C'est, au contraire, la fuite, tant le sujet fait peur et tant sont pressants les problèmes immédiats, dont la vanité apparaîtra plus tard dans sa mesquinerie dramatique.

#### 6 MILLIARDS DE BOUCHES

Laissons maintenant de côté les riches Occidentaux, créateurs de leurs propres maux, incapables, dans leur vieillissement, de réagir oppor-

tunément contre le chômage et abordons maintenant la question du monde, assez connue et, elle aussi, très préoccupante.

Lorsque, vers 1950, a commencé le mouvement qu'on appelle explosion démographique et qu'il vaudrait mieux appeler "implosion démographique", du moins pour le moment, le réflexe des Occidentaux s'est fait en deux temps, sous forme de deux questions.

La première "Mangeront-ils?" a été le réflexe immédiat. Mais, très vite, a suivi la réflexion "Mangerons-nous?"

Car, depuis la fin de la dernière guerre avec l'effondrement du parti nazi et la décolonisation, une certaine conscience mondiale est née, qui, sans aller jusqu'à la solidarité, entraîne tout au moins, un sentiment d'inquiétude et parfois même de remords.

Songez que, dans mon enfance, lorsque l'on annonçait dans les journaux que des Chinois affamés avaient jeté leurs petits enfants aux cochons, cette nouvelle, vraie ou fausse, n'était annoncée que comme un fait divers, une simple curiosité. Depuis ce temps, la terre est devenue bien plus petite.

Quelques années après la découverte de l'implosion démographique, en 1955, a été lancée la grande révélation chiffrée: il y aura 6 milliards d'hommes en l'an 2000. Ces deux nombres ronds, 6 milliards et 2000 ont encore accentué, dans les esprits un effet de contraste et de terreur. Depuis ce moment, c'est-à-dire après une génération, ces prévisions ont été pleinement confirmées et ont, comme je l'ai dit été prolongées jusqu'à la fin du siècle qui vient, aboutissant au chiffre préoccupant de 10 à 12 milliards de bouches à nourrir sur la planète, en 2100.

Comme on pouvait s'y attendre, un sujet aussi vaste, aussi étendu a fourni un terrain favorable à l'imagination, dans un sens ou l'autre, et à la légende. Je me borne à faire brièvement le point:

Au début, ces espoirs et ces craintes ont été à peu près localisés chez les Occidentaux. Les intéressés, c'est-à-dire les pays menacés de disette et de famine n'ont pas réagi. Il y a plus: lorsque les divers pays intéressés ont cherché à assurer leur développement, ils se sont trouvés vite devant la question douloureuse des priorités: Agriculture ou industrie?

Sur le conseil peu éclairé de l'Union Soviétique et poussés par un désir d'affranchissement bien compréhensible, la plupart des pays ont délibérément choisi l'industrie et même l'industrie lourde, sacrifiant ainsi l'agriculture.

Combien d'hommes pourrait nourrir la planète. Cette question a donné lieu à des réponses très diverses: le procédé le plus utilisé consiste à appliquer, à toute la surface arable du globe les rendements par hectare obtenus dans une région donnée (en général européenne), où sont utilisées les meilleures techniques agronomiques. Colin Clark,

toujours optimiste, a estimé que la terre pourrait nourrir 150 milliards de personnes. D'autres ont cité des chiffres compris entre 40 et 50 milliards. Comme en toute question chiffrée, se pose d'abord une question de définition.

Les recherches les plus sérieuses sont celles de M. J. Klatzmann: examinant toutes les terres arables du globe, il a estimé quel pourrait être le rendement de chacune, si les meilleures façons lui étaient données. La réponse est claire:

Si, dans le monde, la question alimentaire recevait *la première priorité*, en actes et non en paroles, il serait possible, avec les techniques actuelles, ou en vu de nourrir, assez convenablement 10 milliards d'hommes

Assez convenablement, signifie "avec une proportion suffisante d'aliments animaux".

Ainsi, non seulement les 10 milliards de l'an 2100 pourraient recevoir chacun sa ration, dès aujourd'hui, alors qu'ils ne dépasseront guère les 6 milliards en l'an 2000, mais leur sort serait amélioré, pour nombre d'entre eux.

Cette constatation réconfortante doit cependant être accompagnée de ses conditions de réalisation: il faudrait que, dans tous les pays et notamment dans les pays riches, une priorité absolue soit accordée à cet objectif, ce qui supposerait des sacrifices considérables, une solidarité quasi monacale, une diminution de la consommation des Occidentaux, l'abandon de la plus grande partie des armements. En outre, des migrations seraient, sans doute, nécessaires pour obtenir partout le meilleur rendement des terres, l'aspect financier cédant le pas dans cette hypothèse, au souci de produire.

Or le temps du gouvernement mondial ne semble pas se rapprocher.

## DIVERSITÉ

Les calculs globaux sur l'alimentation du monde sont certes très utiles, mais il faut se garder de les interpréter de façon étroite. On semble imaginer une énorme cantine mondiale où, avec une grosse louche, le cuisinier déverse, dans les 6 milliards de gamelles, la ration réglementaire.

Or les pays présentent des différences considérables non seulement dans le présent, mais dans les possibilités, les perspectives. D'autre part la solidarité trouve vite ses limites, entre les nations et même à l'intérieur de chacune d'elles lorsque par exemple une disette menace dans l'Inde, le réflexe de chaque gouverneur est de conserver le plus de

grains possibles, dans l'Etat dont il a la responsabilité.

Une remarque importante maintenant: Quels sont les pays les plus menacés? On croit volontiers a priori que ce sont les plus peuplés ou ceux dont la population augmente le plus vite.

Rien ne vaut l'expérience: Voici les résultats obtenus par M.J.C. Chenais et A. Lefebvre selon la méthode la plus simple et la plus probante.

Ils ont pour les quelque cent pays développés, disposant des statistiques nécessaires, comparé:

1. La croissance de la population sur une assez longue période de dix à quinze ans;

2. la croissance pendant la même période, du niveau de vie, mesuré par le PNB par habitant

Le résultat attendu est clair: "Nous allons trouver une forte corrélation inverse, cela va de soi".

Surprise! Aucune corrélation, les pays au rythme démographique de 3% par ont vu leur niveau de vie augmenter autant, sinon plus que les pays n'augmentant qu'au rythme de 1% par an.

Pour la production agricole par habitant, les résultats sont encore plus paradoxaux. Comment la logique peut-elle être ainsi renversée?.

La réponse doit être cherchée dans les forces morales, toujours absentes de modèles. Nous retrouvons ici des conclusions conformes à celles qui résultent de la consommation alimentaire. Les observations de Mme Boserup (la pression crée l'innovation technique) peuvent être encore étendues et généralisées. C'est l'effet de la difficulté créatrice, déjà souligné par Dupré (phénomène qu'il serait certes bien imprudent d'évoquer dans une réunion publique électorale). C'est cette force qui a détruit les pronostics, logiques, d'apocalypse et de famine, formulés il y a trente ans.

Cependant cette force bienfaisante a ses limites si bien que la nécessité de favoriser une diminution de la natalité ne fait aucun doute.

#### LIMITER LES NAISSANCES

Dès le début de l'implosion démographique, des voix se sont élevées surtout aux Etats-Unis, pour favoriser la limitation des naissances. Le premier résultat a été la découverte de la pilule stérilisante en 1957-1960. Seulement ce sont surtout les Occidentaux qui s'en sont servis. Jusque là bien des enfants non expressément voulus, venaient quand même, frayant leur chemin à travers les imperfections et les défaillances des méthodes contraceptives classiques. Ils ont été à peu près totalement supprimés. La chute de la natalité de 1965 à 1975 a été en



outre favorisée par la législation de l'avortement, dans la plupart des pays.

Au contraire dans les pays peu développés le cheminement a été d'autant plus lent que les prosélytes occidentaux ont eu le tort de vouloir imposer directement leurs vues, au lieu de laisser la question mûrir dans le pays eux-mêmes.

Voici, par exemple, la façon dont j'ai été reçu à l'Université de Caracas, au Vénézuëla, par le recteur M. Quintero:

"Monsieur Sauvy, nous vous avons demandé de venir à Caracas pour nous dire ce que vous pensez de la limitation des naissances au Vénézuëla. Je voudrais cependant vous donner un avis: "Les Américains nous la recommandent avec une telle insistance que ça doit être mauvais pour nous; alors moi, je suis contre!"

Si un recteur d'Université éprouve une telle impression, on peut juger ce qui se produit dans d'autres classes sociales, de pays moins avancés.

La limitation des naissances est cependant largement amorcée aujourd'hui en Amérique latine et en Asie; mais elle reste encore très faible dans l'Afrique noire et le monde arabe.

Et dès lors, se présente, de plus en plus clairement un événement important le seul que l'on puisse prévoir avec certitude: il s'agit d'un déplacement des hommes, une vaste migration du Sud vers le Nord.

#### ETATS-UNIS ET MEXIQUE

Ce mouvement est déjà commencé: Aux Etats-Unis l'immigration de Mexicains (accompagnée aussi de Jamaïcains, de Haïtiens, etc) est en principe interdite mais les autorités sont impuissantes. Elles ont bien essayé de mettre tout le long de la frontière des radars ou des rayons lasers mais en vain. C'est là me disait un fonctionnaire important du *State department* le problème je ne dis pas le plus important, mais celui pour lequel il est le plus difficile pour nous de trouver une solution.

Pour un Mexicain dont le salaire représente six fois moins de dollars que celui d'un Américain, quand il trouve du travail, les Etats-Unis sont un Eldorado. C'est surtout depuis la seconde guerre que se produit l'entrée clandestine. Vers 1950 elle se faisait souvent par la traversée du Rio Grande à la nage, ce qui avait valu à ces clandestins le surnom de *Wetbacks* (dos mouillés). Depuis une dizaine d'années le mouvement s'est accentué, mais se fait d'autres façons: double fond d'un camion marche la nuit, en évitant les patrouilles, etc., mais ces moyens héroïques ne sont pas toujours nécessaires. Bien souvent l'homme est clandestin, illégal, mais son entrée ne l'était pas: il s'agit, à la frontière californienne,

nienne, d'un "touriste", d'un saisonnier, d'un étudiant, etc.

Le territoire des Etats-Unis est sous-peuplé, la densité 24 au km<sup>2</sup>, est très inférieure à celle de la Suisse, aux faibles ressources naturelles, minières ou agricoles. On serait donc tenté de penser qu'il y a d'autant moins de dommage, que ces hommes, aptes au travail, bénéficient d'une certaine sélection, physique tout au moins (les malades restent chez eux). Mettons les choses à l'extrême et imaginons que les 77 millions de Mexicains passent tous sur le territoire des Etats-Unis, cela ferait 305 millions d'habitants et moins de 33 au km<sup>2</sup>, chiffre largement inférieur à celui des pays européens.

Il se pose cependant une question de ressources naturelles et aussi d'une nationale, notamment culturelle.

Les autorités américaines ont eu grand soin au XIX siècle, pour donner au "melting pot" toute sa signification d'imposer longtemps l'usage de la langue anglaise dans les écoles. La société permissive actuelle laisse, au contraire, ouvrir des écoles en espagnol, réclamées plus encore par les sédentaires de longue date que par les destins pourchassés. Ainsi les territoires arrachés au Mexique, vers 1848, par la guerre mais aussi par le peuplement, peuvent reprendre peu à peu leur ancienne personnalité. Le risque, pour Washington est de les voir un jour réclamer une autonomie de plus en plus large, notamment culturelle et militaire. Mais le moment n'est pas encore venu.

#### LES CLANDESTINS EN EUROPE

Sans atteindre l'intensité observée aux Etats-Unis, l'immigration clandestine se poursuit en Europe et s'entretient en quelque sorte, d'elle-même. En Allemagne les expulsions de Turcs arrivés sur le aéroports sont loin d'être respectées. En France, Maghrébins et Noirs cherchent une terre plus hospitalière que la leur et la trouvent.

Un "antiracisme", primitif et masochiste, conduit l'opinion, et même les syndicats, à considérer toute expulsion d'un étranger comme un abus policier de pouvoir. En septembre 1981, a été prise en France, une décision analogue à celle de M. Reagan: amnistie pour ceux qui sont déjà entrés, interdiction dorénavant, expulsion. L'annonce de cette nouvelle a été marquée par une recrudescence des entrées. La montée du chômage n'a d'ailleurs pas provoqué les réflexes traditionnels protectionnistes: mieux encore, les petits commerçants qui se plaignent de la concurrence des supermarchés n'osent pas protester contre les entrées de commerçants, tunisiens et autres. Ils seraient accusés de racisme. . .

TRANSPORTER LES HOMMES OU LES MARCHANDISES?

De façon générale, la recherche d'un équilibre suffisant entre les ressources et les hommes, nous ramène à la question: Faut-il transporter les hommes ou les marchandises?.

Le transfert des richesses vers les hommes paraît a priori plus recommandable. En priorité, on peut d'abord suggérer l'arrêt des transports de matières premières et leur transformation sur place. Le transport du riche vers le pauvre peut néanmoins s'imposer et prendre diverses formes:

1. *transport continu d'aliments* vers les régions surpeuplées en détresse;
2. *transport de biens de consommation*, à la faveur de crédits, de dons publics ou privés;
3. *transport de capitaux*, de matériel productif, machines;
4. *transfert de techniques, de savoir*, en vue de produire plus de richesses.

Le troisième et surtout le quatrième moyen sont les plus recommandables: la culture intensive, l'exploitation des ressources naturelles, peuvent, partout, faire des progrès considérables. *L'intérêt des pays occidentaux est d'intensifier, le plus possible, l'exploitation des ressources naturelles*, dans les pays susceptibles de se déverser vers eux. Intérêt des riches et des pauvres convergent ici singulièrement.

Seulement, il est à craindre que ces efforts s'avèrent finalement insuffisants. La tentation sera alors inévitable: transporter les hommes vers les richesses, ce qui signifie *migrations vers les pays riches*.

Comment se présentera alors l'intérêt des uns et des autres?

UBI PANIS, IBI PATRIA

Pour l'individu, pour le migrant, la réponse est claire: de même qu'il va de la campagne surpeuplée vers le bidonville, autour des richesses, de même, il cherche à se rendre dans ces paradis, occidentaux, où l'on ramasse, tout au moins, les restes du festin, où l'allocation de chômage est supérieure au salaire du pays où il se trouve et où, parfois, il a déjà des parents, des amis, à tout le moins des compatriotes pour l'accueillir.

Quant aux gouvernements de ces pays, ils voient non seulement s'alléger leur charge, et s'atténuer le problème harcelant des emplois, mais affluer des devises par envois d'épargne. Leur attitude est donc favorable, dans l'ensemble. Mais où se trouve l'intérêt des pays d'accueil?

## EMPLOI, ÉNERGIE, SÉCURITÉ SOCIALE

Voyons d'abord l'aspect quantitatif: les pays d'Europe sont loin d'être surpeuplés, dans leur ensemble, surtout la France, et, tout récemment encore, ils appelaient des travailleurs venant du dehors. Les besoins privés et publics non satisfaits sont tels que les travaux à accomplir sont immenses, illimités. Seulement si rigide et chargée de contresens, est, dans ces pays, la politique de l'emploi, qu'elle parvient à éliminer des hommes jeunes, pour les accuser ensuite d'être de "trop". Sans doute, l'individu supplémentaire est-il consommateur d'énergie, mais d'autres facteurs jouent en sens inverse, les transports en commun, le frais généraux, etc., à condition que cet homme en plus produise des richesses.

L'immigrant, clandestin ou toléré, est vite un familier des marchés parallèles où il ne produit rien et en tout cas, aucune nourriture. Dès qu'il est malade ou âgé, il devient une charge pour la Sécurité sociale. En France même, où la population pourrait facilement atteindre 65 ou 70 millions d'habitants, où un quart du territoire est à moitié vide, l'immigration actuelle s'avère, du seul point de vue quantitatif, économiquement défavorable, ce qui est presque un tour de force de cette politique malthusienne et autophage. L'opinion dans sa grande majorité pense ainsi, mais la mystique antinationale et se disant antiraciste est plus forte.

Dans tous les pays d'Europe, le souci-de refuser toute immigration est officiel, mais la volonté est moins assurée. Déjà débarquent, dans les aéroports de Francfort et Munich, des hommes venus du Pakistan, du Bangladesh. . . à tout hasard.

Dans ces conditions, et réserves faites pour le Japon et les pays socialistes, qui, eux, pratiquent une fermeture hermétique de leurs frontières, le *mouvement du Sud vers le Nord* (et du Nord vers le Sud dans l'hémisphère austral) doit suivre une pente "naturelle" et *devient une certitude*; dans le délai de deux ou trois générations.

Voici, du reste, une déclaration à la presse, en 1976, de Boumediène, président de la République algérienne:

"Un jour, des millions d'hommes quitteront les parties méridionales pauvres du monde, pour faire irruption dans les espaces, relativement accessibles de l'hémisphère nord, à la recherche de leur propre survie."

## LES DIVERSES MIGRATIONS POSSIBLES

Ce mouvement inéluctable des pays pauvres vers les pays riches

peut prendre diverses formes:

1. *La migration classique*, autorisée et plus ou moins organisée.
2. *La migration clandestine*, par infiltration.
3. *La migration massive en force*, appelée invasion.
4. *La migration massive, pacifique*, que l'on n'ose pas arrêter par la force. Cette éventualité a été décrite, de façon saisissante, par Jean Raspail<sup>1</sup>.
5. *La liberté de migration*, entre deux ou plusieurs pays.
6. *La modification des frontières et la cession de territoires*.

Sueles sont actuelles les deux premières, la seconde n'étant que subie, tolérée. L'infiltration peut, d'ailleurs, quitter un jour le stade individuel et prendre des formes plus massives: passagers d'un avion que les autorités n'osent refouler, franchissement de la frontière par groupes, plus ou moins armés, "touristes" se dispersant sur le territoire. . .

#### MIGRATIONS LIBRES

Cette forme, évoquée plus haut, a de plus en plus de défenseurs, même parmi des Occidentaux "bien pensants". Voici la déclaration de M. Ismail Sabri Abdallah, président du Forum du tiers monde au Caire<sup>1</sup>:

"Les pays développés font souvent valoir les bienfaits de la circulation des capitaux. Mais si on passe à la discussion sur la situation de la main-d'oeuvre immigrée, le ton change complètement.

"... Nous, les économistes du tiers monde, nous leur demandons de suivre une même logique. Ou bien c'est la logique de la concurrence parfaite, donc libre circulation de tous les facteurs de production, y compris les hommes. C'est-à-dire que l'excédent de main-d'oeuvre du tiers monde devra être déversé dans le monde développé avec tout ce que cela comporte comme risque sur tous les plans. Ou bien il n'y a de libre circulation pour aucun des facteurs, mais il y a une circulation plus ou moins dirigée, sinon planifiée; et là le même comportement doit s'appliquer aussi bien au capital qu'au travail."

La migration libre est acceptée par certains Européens, animés d'un extrême libéralisme et surtout d'un esprit d'antithèse, toujours pour faire pièce aux nationalistes attardés. Elle suppose, si l'on ose dire, un remarquable effort de non-réflexion.

La mobilité est aujourd'hui telle dans le monde que l'afflux de populations pauvres prendrait vite une accélération inédite. Des agences privées, plus ou moins légales, se chargeraient du transfert des pays les plus lointains, affirmant même pouvoir orienter utilement les migrants vers des emplois. Il y a déjà des précédents. Un tel afflux ne se porterait guère vers l'agriculture, mais se traduirait vite par l'apparition de bi-

donvilles autour des grandes cités et la formation de ghettos inexpugnables, créant, à leur tour, en réaction, une vague de violence xénophobe.

### UNE FERMETURE TOTALE?

Est il possible de concevoir, pour les occidentaux, une fermeture totale de leurs frontières, pour les hommes, comme le font l'Union Soviétique et les républiques populaires?.

Reponse négative: non seulement notre régime s'appose à de telles méthodes, mais le manque de matières premières, l'intensité des échanges et l'importance des frontières maritimes s'opposent à un tel blocage.

Ain si, les deux extremes, la migration libre et la fermeture totale sont toutes deux tres peu probables. Bien plus en vue l'infiltration progressive, comme elle existe déjà aux Etats Unis.

Les comparasions historiques son toujours dangereusees. Il est cependant difficile de ne pas évoquer le précédent de Rome et des Barbares.

A tout le moins, une question peut être posée: les premiers étrangers, parvenus sur un territoire nationaldevendront ils des défenseurs contre de nouveaux arrivants? On au contraire, prépareront-ils la place à de nouvelles vaguees?. Il est certes difficile de répondre de façon absolue, mais le seconde issue, le plus dramatique, est certes la plus probable.

Quelle est donc la solution pour l'Europe, vieillissante et menacée?

La condition première, vitale est le rejeunissement, le retour à la jeunesse par une natalité suffisante. Un pays que renonce a le vie voit inévitablement la vie le quitter. Il faut donc son. L'aider et préconiser un certain attendrissement mettent fin à la dureté de nos coeurs.

Cette condition une fois rédisse nous devons aider les pays pauvres à lutter contre leur excessive exubérance: des investissements économiques et culturels, en vue d'assurer le cheminement vers la famille de deux ou trois enfants, tout en croissant la production alimentaire pourrions rétablir l'équilibre compromis.

Encore faut il le voir clairement. Notre époque est à la fois celle qui a les moyens de voir loin devant elle et celle qui ferme le plus les yeux. L'Europe verra un jour, je l'espere, un mouvement puissant se produire dans les divers pays en vue d'une renovation. Et ce mouvement, resultat de l'instinct de conservation, doit être fait de jeunes et meme de très jeunes. C'es sur ce souhait que je terminerai.

Car, après avoir proféré des paroles dures et amères il me reste le moment le agréable de mon exposé. C'est un double remerciement envers l'Université de Barcelona qui veut bien accueillir encore et remerciement aussi, envers vous tous, de votre si aimable attention.